



ALIMENTATION

Les recettes de la dignité

ISSN : 0026-0290

EN ACTION(S) P.08

Mexique
Migration :
celles qui restent

EN ACTION(S) P.10

Hébergement
Un toit pour
trouver sa place

RENCONTRE P.12

Le Secours
Catholique vu
par Alexis Jenni



De vous à nous

Cette page est la vôtre. Retrouvez dans ces colonnes vos interrogations et commentaires sur les articles lus dans *Messages* ou sur les actions du Secours Catholique-Caritas France. Un membre du Secours Catholique-Caritas France vous répond et partage son expérience et son expertise. Chaque mois également, participez au débat proposé par la rédaction, pour faire vivre la diversité des points de vue dans votre journal.

Adressez votre courrier à *Messages*,
106 rue du Bac - 75007 Paris, ou par mail
à messages@secours-catholique.org

VOTRE COURRIER XAVIER



Face à la banalisation du divorce

Dans les campagnes de communication du Secours Catholique, il n'apparaît jamais d'action contre ce fléau qu'est la banalisation du divorce, avec son cortège de femmes seules avec enfants, avec peu de ressources, mal logées, d'enfants sans repère paternel, nourris de malbouffe, ayant fatalement un handicap énorme pour évoluer socialement en France. Pourriez-vous me dire ce que vous faites de concret pour ne pas être que dans le curatif généreux mais aussi dans le préventif éducationnel et plein d'amour ? Merci de votre réponse sur ce sujet, un peu dans le sens de l'action évoquée un jour sur RCF (Radios chrétiennes francophones) destinée à agir en Afrique pour limiter l'immigration douloureuse de tant de jeunes. ■



RENDEZ-VOUS

L'APOSTROPHE

Cher, très cher logement

Le nouveau numéro de *L'Apostrophe* vient de sortir. La revue semestrielle du Secours Catholique dont les auteurs sont des personnes ayant vécu l'expérience de la précarité se penche pour son numéro 3 sur la question du logement et inaugure une nouvelle rubrique « Art plastique » pour donner la parole à ceux pour qui les mots ne suffisent pas.

> À découvrir sur lapostrophe.secours-catholique.org



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

LA RÉPONSE DE BRIGITTE ALSBERGE, RESPONSABLE DU DÉPARTEMENT SOLIDARITÉS FAMILIALES AU SECOURS CATHOLIQUE

Merci de votre message. Votre inquiétude sur ce que peuvent vivre les couples et les familles dans la difficulté rejoint celle du Secours Catholique. En effet, celui-ci rencontre et accompagne un très grand nombre de familles monoparentales (principalement des femmes, mais les hommes sont en hausse). En effet, le constat montre qu'être une famille monoparentale accroît les difficultés au quotidien. On doit assurer seul ce que deux assurent ailleurs, cela dans un temps de journée qui n'est pas extensible. Nos actions pour aider ces familles, ces couples et leurs enfants consistent avant tout à les aider à améliorer leurs conditions de vie. Vivre dans la précarité, affronter des difficultés matérielles et sociales rend la vie de

couple et de famille plus tendue, plus rude et plus isolée. Et si dans bien des cas les couples sont bousculés, voire affaiblis par ces situations, l'exercice du rôle de parent est lui aussi rendu plus complexe.

Nos actions sont donc tournées vers des espaces de rencontre, d'échanges pour briser l'isolement, elles prennent la forme de vacances, de colos, d'accompagnement scolaire pour les enfants, d'actions donnant des temps de répit et de dialogue pour les parents. Ces espaces de répit ou d'échanges proposés aux parents, avec la prise en charge de leurs enfants, permettent un réel soutien dans ce qu'ils vivent. Le dossier sur la question éducative dans *Messages* de décembre dernier aborde de manière plus précise certaines de ces actions. ■

@ messages@secours-catholique.org

f [facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france](https://www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france)

t twitter.com/caritasFrance

✉ Messages 106, rue du Bac 75007 Paris

CONTACTEZ-NOUS

messages

Mensuel du Secours
Catholique-Caritas France :
106, rue du Bac 75341 Paris

cedex 07 • Tél : 01 45 49 73 00 • Fax : 01 45 49 94 50 • **Présidente et directrice de la publication** : Véronique Fayet • **Directrice de la communication** : Agnès Dutour • **Rédacteur en chef** : Emmanuel Maistre (7576) • **Rédacteur en chef adjoint** : Jacques Duffaut (7385) • **Rédacteurs** : Benjamin Sèze (5239) • Cécile Leclerc-Laurent / Clarisse Briot (7534) • Yves Casalis (7339) • **Secrétaire de rédaction** : Marie-Hélène Content (Éditions locales - 7320) • **Rédacteurs-graphistes** : Katherine Nagels (7476) • Guillaume Seyral (7414) • Véronique Baudoin (5200) • **Responsable photos** : Elodie Perriot (7583) • **Imprimerie** : Imaye Graphic © Messages du Secours Catholique-Caritas France, reproduction des textes, des photos et des dessins interdite, sauf accord de la rédaction. Le présent numéro a été tiré à 497 681 exemplaires • **Dépôt légal** : n°322414 • **Numéro de commission paritaire** : 1117 H 82430 / Édité par le Secours Catholique-Caritas France.

Encarts jetés : cette publication comporte une lettre d'accompagnement/bon de solidarité et une enveloppe retour. Les lecteurs d'Alsace recevront un bon de générosité et une enveloppe retour.



Ce produit est imprimé par une usine certifiée ISO 14001 dans le respect des règles environnementales.



LA QUESTION DU MOIS

L'entrepreneuriat, une solution d'avenir pour les chômeurs ?

Au Bangladesh, la Grameen Bank prête aux plus pauvres. « *Cela marche !* » témoigne Muhammad Yunus, son fondateur. « *En France, dit-il, on donne aux chômeurs des allocations avec pour seul objectif d'arriver à travailler pour autrui. L'être humain est entrepreneur par nature. On doit l'inciter à exercer sa créativité en mettant en place des institutions qui vont lui apporter des financements.* » (Le Monde, 5 et 6/11/17). L'entrepreneuriat, une solution d'avenir pour les chômeurs ?

➔ RÉAGISSEZ

Un autre monde est en train de naître...

À l'aube de cette nouvelle année, à regarder l'horizon, de sombres et lourds nuages semblent s'accumuler. Ainsi, toutes les études récentes confirment qu'au cours des 25 dernières années, les inégalités ont augmenté dans le monde : les 1 % les plus riches ont capté 27 % de la croissance mondiale et cela pourrait empirer au détriment des classes moyennes et des plus pauvres. À l'échelle européenne, on parle de 87 millions d'habitants vivant sous le seuil de pauvreté... Sur le front du climat, les accords intergouvernementaux restent fragiles et les engagements timides des États nous conduisent vers un réchauffement de 3 à 4°C qui peut être lourd de conséquences. Dans nombre de pays d'Europe, les migrants ne sont pas les bienvenus. Jusqu'en France, patrie des droits de l'homme, où l'on traque partout ces hommes et ces femmes dépouillés de tout : à la frontière italienne, à Calais ou encore à Paris. Sur le plan international, les droits de l'homme semblent marquer le pas et nombre de nos partenaires sont en danger : en Tchétchénie comme au Tchad, comme en RDC...

Il y aurait de quoi désespérer si nous n'étions pas témoins que tout près de nous un autre monde est en train de naître : un monde de justice, de fraternité, de partage... Il suffit d'ouvrir les yeux pour voir des "îlots de grâce" : à Soumoulou, dans les Pyrénées-Atlantiques, autour de jardins et d'échange de services, à Grenoble avec les familles mobilisées pour les mineurs isolés ou encore au Mali pour l'aide au retour des migrants... Dans ces actions, l'accueil et le respect de l'autre, le partage, la simplicité ne sont pas des mots mais des actes !

Ce qui est à l'œuvre est comme une brise légère, comme un travail de colibris – ou de fourmis, diraient certains –, qui s'attaque modestement, petitement mais avec ténacité à des chantiers énormes, à des lobbys puissants. Ne nous y trompons pas, une véritable révolution fraternelle est à l'œuvre, une révolution d'amour, celle à laquelle nous invite le pape dans son message du 1^{er} janvier, lorsqu'il nous demande de porter « *un regard contemplatif sur la ville où nous vivons (...) sur les migrants et réfugiés (...) sur les familles et communautés qui ouvrent leur cœur (...) afin de voir les germes de paix qui pointent déjà* ».

En ce début d'année, chers amis donateurs et bénévoles, chers amis de la grande famille du Secours Catholique, je vous souhaite à tous d'être témoins et acteurs de cette révolution fraternelle, à notre place, à la mesure de nos moyens, avec tout l'enthousiasme de notre foi et de nos talents. Partageons nos savoirs et nos rêves avec ceux qui habituellement comptent pour rien, partageons nos richesses culturelles et religieuses avec ceux qui viennent d'ailleurs, œuvrons ensemble pour défendre le droit de tous à la dignité et au respect, mais aussi à un travail et à un toit. Cette révolution fraternelle fera notre joie si nous en sommes les acteurs enthousiastes et non les spectateurs indifférents. C'est le vœu que je forme pour chacun de nous.

VÉRONIQUE FAYET,

PRÉSIDENTE NATIONALE DU SECOURS CATHOLIQUE-CARITAS FRANCE

ÉDITORIAL 03

SOCIÉTÉ

POLITIQUE PÉNALE
Construire des prisons n'est pas la solution 04

INTERNATIONAL

DÉVELOPPEMENT
L'agroécologie contre la faim 05

EN ACTION(S)

AU SAHEL ET AU MAGHREB
L'échange d'informations pour soulager la détresse des migrants 07

MEXIQUE
Migration : celles qui restent 08

HÉBERGEMENT
Un toit pour trouver sa place 10

RENCONTRE

Le Secours Catholique, comme vous ne l'avez jamais lu, ni vu 12

DÉCRYPTAGE

ALIMENTATION
Les recettes de la dignité 14

VOTRE SOLIDARITÉ

Coups de pouce 20
Le saviez-vous ? 21

PAROLE & SPIRITUALITÉ

L'accueil doit être réciproque 22
Parole de l'aumônier général 22

ACTION & ENGAGEMENT

DIDIER
Jeu et improvisations 23

Photo de couverture : Christophe Hargoues/
Secours Catholique-Caritas France

Illustration : Emmanuel Prost



C. HARGOUES / S.C.-CF

“ Ne nous y trompons pas, une véritable révolution fraternelle est à l'œuvre, une révolution d'amour, celle à laquelle nous invite le pape. ”

POLITIQUE PÉNALE

Construire des prisons n'est pas la solution

La construction de nouvelles places n'est pas la solution pour désenfler les prisons. Il s'agit plutôt de développer des sanctions alternatives à l'enfermement, pour donner du sens à la peine et favoriser la réinsertion.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

« Il ne faut pas construire de nouvelles places de prison, mais réduire le nombre de personnes détenues en développant les sanctions non carcérales qui favorisent la réinsertion », affirme Jean Caël, responsable du département Prison-justice du Secours Catholique.

Alors que le gouvernement compte bâtir 15 000 nouvelles places durant les deux quinquennats à venir, le

« Les courts séjours en prison ne font qu'enfoncer les personnes dans l'exclusion. »

Secours Catholique n'est pas le seul à plaider pour le développement des alternatives à l'incarcération. Avec lui, de nombreux acteurs de la société civile réclament que l'on limite les condamnations à de courtes peines de prison pour certains délits mineurs et que l'on développe des sanctions telles que les amendes ou les travaux d'intérêt général. « Le court séjour en prison ne fait qu'enfoncer la personne dans l'exclusion », souligne Jean Caël. « Les mesures alternatives existent », note Adeline Hazan, Contrôleur général des lieux de privation de liberté (CGLPL), « mais les magistrats ne se les approprient pas. Il manque une impulsion au niveau politique et des moyens pour que la justice puisse les mettre en œuvre. » Les effectifs des juges d'application des peines et des services d'insertion et de probation (SPIP) ont, certes, augmenté, mais pas suffisamment. Et dans le budget pénitentiaire 2018, les alternatives à l'enfermement restent le parent pauvre. « La politique manque cruellement de courage, conclut Jean Caël. Il est plus facile de stimuler la peur et de dire que l'on va protéger la population d'individus dangereux en construisant des places de prison, que de se risquer à bâtir une société de la confiance. »

CLARISSE BRIOT

ALTERNATIVES

« Le TIG (travail d'intérêt général), je ne l'ai pas pris comme une punition, je l'ai pris comme quelque chose qui m'a remis dans le droit chemin. »

Témoignage d'Aziz recueilli par l'association Chantiers-passerelles

L'association Lyonnaise Chantiers-passerelles, qui agit en faveur des alternatives à la prison, anime une campagne de mobilisation citoyenne en faveur du TIG, soutenue par le Secours Catholique. Le TIG implique la société dans l'exécution de la peine, favorise le lien social et l'insertion. Il présente un coût plus faible que l'incarcération et contribue à la lutte contre la surpopulation carcérale et à la prévention de la récidive.



SERVIZIO FOTOGRAFICO - CITTÀ DEL VATICANO

Les résultats de l'enquête ont été remis au pape François.

ENQUÊTE EUROPÉENNE

Un "Écho des prisons"

Besoin de meilleures conditions de détention (alimentation, santé, équipements), de temps de socialisation et d'espaces de décompression : tels sont les résultats, en France, du questionnaire européen lancé par le Secours Catholique (et remis entre les mains du pape François le 25 octobre dernier). Il a pour objectif de repérer les bonnes pratiques permettant aux personnes détenues de retrouver leur capacité d'autonomie. Les différents acteurs du monde carcéral ont été consultés : personnes détenues, institutions judiciaires, partenaires associatifs. L'enquête a été menée dans dix autres pays européens. Sa synthèse viendra appuyer une prise de position commune.

Consulter : urlz.fr/6cXp

LE CHIFFRE DU MOIS

36 %

C'est la proportion de personnes détenues ayant à effectuer une peine de prison de moins d'un an. Le Secours Catholique plaide pour qu'elle soit abaissée à 25 %. L'association appelle également à limiter le recours à la détention provisoire afin de réduire le nombre de personnes détenues à ce titre à moins de 20 %.

↑ En hausse

+ 15 %

Le nombre de personnes détenues est passé de 60 925 en 2005 à plus de 70 000 en 2017, soit une hausse de 15 % et un niveau jamais atteint. Selon le Secours Catholique, cela traduit le bilan négatif d'une politique fondée sur un durcissement de l'arsenal pénal ces quinze dernières années, « appliquée de manière rigoureuse par les magistrats qui, contrairement à ce que l'on entend, ne font absolument pas preuve de laxisme », souligne Jean Caël.

DÉVELOPPEMENT

L'agroécologie contre la faim

Pour la première fois depuis dix ans, le nombre de personnes sous-alimentées dans le monde est passé, selon l'Organisation pour l'agriculture et l'alimentation (FAO), de 777 millions en 2015 à 815 millions en 2016. Le Secours Catholique-Caritas France plaide pour que l'agroécologie soit une solution contre la faim.



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Adriana Opromolla, de la confédération Caritas Internationalis, et Sara Lickel, du Secours Catholique-Caritas France, ont plaidé la cause de l'agroécologie du 9 au 13 octobre à Rome. Le Comité de la sécurité alimentaire mondiale se réunissait sous l'égide de la FAO et du Fonds international de développement agricole (Fida). Leurs arguments ? Refusant les pesticides et les OGM, l'agroécologie, fondée sur les engrais naturels et la rotation des cultures, émet moins

L'agroécologie respecte les sols qui restent de meilleures qualités et mieux adaptés aux phénomènes climatiques extrêmes.

de gaz à effet de serre que les fertilisants utilisés dans l'agriculture industrielle. Prférant une agriculture paysanne et familiale, elle repose sur une production diversifiée, une alimentation suffisante et équilibrée, le savoir-faire local, et sur des emplois décents, c'est-à-dire correctement rémunérés et évitant les risques pour la santé.

« L'agroécologie est le meilleur moyen de lutter contre la faim », ont insisté les représentantes du réseau Caritas. À la demande du Comité, un rapport international intitulé "Agroécologie et autres innovations" doit être publié en 2019. Il proposera des politiques pour diffuser ce modèle agricole dans le monde. « Caritas fera pression pour empêcher l'introduction dans le rapport de technologies mettant en danger la population. »

YVES CASALIS

+ À LIRE

Le rapport du Secours Catholique publié en octobre 2016 : "Agroécologie et développement durable" : urlz.fr/6hGx

CLIMAT

La vulnérabilité de l'agriculture prise en compte



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

Sara Lickel, chargée de plaider au Secours Catholique, a assisté en novembre, à Bonn, à la 23^e Conférence sur le climat.

A-t-on parlé des pays les plus vulnérables en Afrique, Asie et autres régions du monde, les premiers touchés par l'impact des changements climatiques ?

D'une certaine manière, oui, par le biais des îles Fidji, un État insulaire du Pacifique Sud qui présidait la Cop 23 : directement menacé par le changement climatique, il risque de disparaître ! Les Fidji ont obtenu que le sujet soit mis sur la table, mais les pays développés ont refusé d'émettre des propositions pour atteindre les 100 milliards de dollars promis en 2015 par l'Accord de Paris. Celui-ci prévoit une aide aux pays en développement pour faire face aux effets des changements climatiques.

Avez-vous observé une avancée durant la conférence ?

Depuis six ans, les États du Nord et du Sud n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur l'agriculture. Pour la première fois, il a été décidé de démarrer un programme de travail de trois ans prenant en compte la vulnérabilité de l'agriculture face aux changements climatiques et la sécurité alimentaire.

Propos recueillis par Yves Casalis

ALERTE

Rwanda : Les réfugiés burundais dans l'impasse

À la frontière tanzanienne, ils sont 50 000 à survivre dans l'immense camp de Mahama. En 2015, ils ont fui les violences entraînées par la décision du président burundais sortant, Pierre Nkurunziza, de briguer un troisième mandat. La crise politique se poursuivant au Burundi, ces réfugiés ne peuvent y retourner. Une impasse dont témoigne la construction d'un habitat moins précaire et l'appui de Caritas Rwanda à l'obtention de petites parcelles agricoles.

En action(s)

60 bougies pour "Aubervilliers"

Le 13 décembre, l'Atelier d'Aubervilliers fêtait ses 60 ans. Créé en 1957, et rattaché depuis 1995 à l'Association des Cités du Secours Catholique (ACSC), l'établissement est l'un des tout premiers ateliers protégés de France. Ses fondateurs voulaient développer une structure représentant un lieu d'intégration professionnelle, au sein duquel les personnes en situation de handicap soient reconnues pour le produit de leur activité et trouvent dignité et autonomie. L'Atelier emploie actuellement 58 personnes, dont 51 reconnues travailleurs handicapés. Elles travaillent pour la plupart au façonnage de supports publicitaires et au conditionnement de produits cosmétiques et de maroquinerie de luxe. **B.S.**



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

ZOOM SUR LE CAFÉ SOLIDAIRE DE QUIMPER

Au café solidaire du 9 rue Jean-Jaurès, au centre de Quimper, on vient pour être moins seul, pour parler, partager ses expériences, passer un bon moment avec « *des gens qu'on ne rencontrerait nulle part ailleurs...* ». Et « *cela fait du bien* ». Une vingtaine de bénévoles se relaient pour assurer une permanence chaque matin et le samedi après-midi.

Inauguré en mai dernier, le café est un lieu chaleureux ouvert à tous. Déjà, plus de 500 personnes y ont passé un moment, seules ou en petit groupe, autour d'un café, d'un thé ou d'un jus de fruits. Pour une somme symbolique, une participation libre, on peut consommer une boisson non alcoolisée et une pâtisserie... Chacun est accueilli et écouté. Le café fonctionne grâce à la participation de toutes les bonnes volontés.

L'équipe de bénévoles qui l'anime veille au respect de chacun ; elle favorise la mixité sociale, celle des générations, des cultures voire des confessions et le partage d'idées. Les attentes des "habitués" comme

de ceux qui passent la porte pour la première fois sont écoutées et entendues. Les propositions fusent : certains voudraient des jeux de société, d'autres ont besoin d'être guidés dans leurs démarches administratives. Ceux qui aiment la lecture échangent des livres, en empruntent, les troquent. Quelques bénévoles proposent des cours de français à ceux qui le demandent. Les visiteurs qui cherchent un



Au café solidaire, on vient pour être moins seul.

emploi peuvent accéder à Internet. S'ils souhaitent des conseils, il leur suffit de demander un rendez-vous : les vendredis matin, l'équipe réserve à cette fin un temps et un espace. Toutes les initiatives fraternelles sont les bienvenues, de même que les visites.

Marie-Hélène Content



finistere.secours-catholique.org

INITIATIVE

Les avions du bonheur

Depuis leur création en 2012 sous l'égide de la fondation Caritas, "Les avions du bonheur" ont permis à 3 000 personnes en précarité (personnes seules et familles) de partir en vacances en Tunisie ou en Crète, pour une semaine à l'hôtel. « *L'important, c'est qu'ils se sentent des touristes comme les autres* », souligne Elmir Af Geijerstam, directrice de la fondation. Créée par des entrepreneurs du tourisme, dont le PDG du tour-opérateur Karavel-Promovacances, la structure est partenaire de plusieurs associations, dont le Secours Catholique, qui lui adressent des familles n'ayant pas accès aux vacances. Les voyages sont financés par des dons de particuliers et par une petite participation volontaire de clients du tour-opérateur. **C.B.**

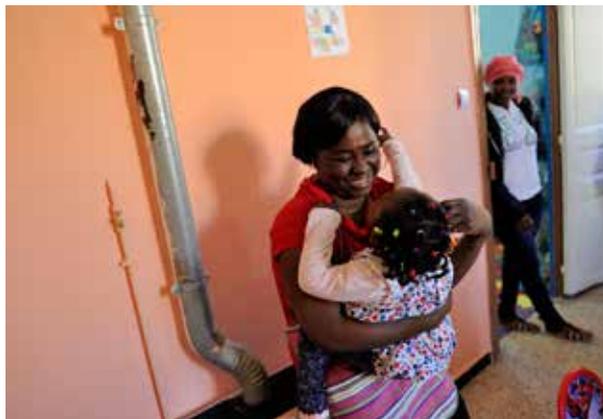
www.avionsdubonheur.com

VU SUR PLACE AU SAHEL ET AU MAGHREB

L'échange d'informations pour soulager la détresse des migrants

Au Sahel comme au Maghreb, les routes qu'empruntent les migrants pour rejoindre l'Europe sont de plus en plus dangereuses. Et l'Union européenne ferme ses frontières extérieures, bloquant des milliers d'entre eux au Maroc, en Libye... Leur détresse a décidé les Caritas Tunisie, Algérie, Maroc, Mauritanie, Niger, Mali, Sénégal, Espagne et France à partager leurs informations et analyses au sein d'un "programme sur la mobilité internationale". Stéphane, du Secours Catholique de Nantes, raconte : « Caritas Gao, au nord du Mali, nous a aidés à reconstituer l'état civil d'un Guinéen vivant en France. Cela lui a permis d'accéder à un logement. »

De retour de Tunis où il a participé, en novembre, à une rencontre de ces Caritas, Cyrille de Billy, chargé de l'Afrique du Nord au Secours Catholique, insiste sur l'importance « d'avoir des échanges réguliers pour se donner les moyens d'agir ». Les femmes migrantes avec enfants, souvent sans ressources, ayant parfois subi des violences, seules pour faire face au



FRANÇOIS FAVEL

quotidien (éducation, santé...), sont un premier défi pour les organisations catholiques en Tunisie et au Maroc. Pour remédier à cette situation au Maroc, doit-on créer un centre spécifique ? Ou dialoguer avec les pouvoirs publics ? Les organisations, dans ce pays, travaillent sur la nature des initiatives à prendre pour aider les mineurs non accompagnés, mobiles et traumatisés par les drames vécus sur leur route et dans leur pays. Un défi. ■

Yves Casalis

Les Caritas souhaitent une mise en réseau de leurs informations pour mieux aider les migrants.

A SUIVRE

Un collectif mobilisé pour créer une épicerie solidaire

Antony (92), un collectif d'habitants impulsé par le Secours Catholique planche sur la naissance d'une épicerie solidaire pour l'automne prochain. Une boutique animée par le Secours Catholique existe déjà dans la commune. Composé de bénévoles, de personnes en précarité et d'habitants d'Antony, ce groupe d'une trentaine de membres souhaite aller plus loin et créer un magasin ouvert à tous. Il proposera une alimentation complète et de qualité à des tarifs adaptés (en caisse et en toute discrétion) aux moyens des adhérents (de 10 à 100 % du prix des produits). Les membres participeront à son fonctionnement et s'impliqueront dans des

ateliers favorisant la vie de quartier. La conception du projet est collaborative : des groupes de travail réfléchissent à l'approvisionnement, la communication..., et les décisions sont prises collégialement. Pour susciter de nouveaux membres, des "apéros projets" sont régulièrement organisés. L'objectif, à terme, est d'atteindre 800 à 900 adhérents, dont 60 % de personnes en précarité. Pour l'heure, le collectif recherche des financements et des locaux.

Clarisse Briot

+ POUR ALLER PLUS LOIN

hautdeseine.secours-catholique.org

INSTANCE NATIONALE

Deux voix pour se faire entendre

Deux nouvelles représentantes du Secours Catholique font leur entrée pour trois ans au Conseil national des politiques de lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (CNLE). Cette instance s'est engagée depuis 2012 à intégrer des représentants de personnes en situation de précarité. Aurélie Azemard, 48 ans, mère de trois enfants, est membre du groupe de parole "À Vaulx marques", à Vaulx-en-Velin. Elle vient de créer sa micro-entreprise portant sur la réduction des déchets. « Je suis le moteur de ma famille, j'ai dû prendre le taureau par les cornes, témoigne-t-elle. Je veux être la voix des sans-voix. » Emilia Naly, 58 ans, participe au groupe de convivialité "L'Étape", à Bron. « On pense que la misère engendre la médiocrité, observe-t-elle. Mais on peut ne pas avoir d'argent et être riche. Nous avons des choses à dire et le droit d'être écoutés. » www.cnle.gouv.fr

RUSSIE

Des détenus caucasiens victimes de violences

Ils sont tchéchènes, ingouches... Condamnés à des peines de prison, ces Caucasiens sont incarcérés à des milliers de kilomètres de chez eux, notamment en Sibérie, dans la région de Novosibirsk, à 2 800 km à l'est de Moscou. Dans leurs prisons, ils subissent des violences physiques, sont envoyés en cellule d'isolement, interdits de soins médicaux... Les avocats du Comité d'assistance civique (CAC), partenaire du Secours Catholique, constatent les faits et en informent l'administration pénitentiaire. Le plus souvent, sous la pression de l'ONG, les brimades cessent. Lorsque le représentant du Comité ne peut visiter un prisonnier, il porte plainte auprès du procureur, ce qui permet de diligenter une enquête dans la prison.

MEXIQUE

Migration : celles qui restent

Dans l'État de Puebla, l'émigration massive a eu un fort impact sur les familles. Le Service jésuite aux migrants (SJM), partenaire du Secours Catholique, met en place avec des femmes isolées des projets de soutien psychologique et financier.

Elles sont une vingtaine de femmes réunies, en cet après-midi du mois de février, chez Elvira Gonzalez, à Vallarta, petite ville de l'État de Puebla, dans le centre du Mexique. Dans la cour de la ferme, entre deux vieux pick-up Chevrolet, elles ont dressé une longue table et disposé quelques chaises de jardin. Chacune a apporté une bouteille de Coca ou un thermos de café, des tortillas et des gâteaux faits maison. Sur la nappe en dentelle blanche, elle ont aussi déposé des photos, certaines encadrées avec soin. On y aperçoit des hommes et des femmes, seuls, en famille ou en couple, plus ou moins jeunes. Ce sont leurs maris, frères,

sœurs et enfants partis vivre aux États-Unis. Puebla compte parmi les 8 États du pays, sur 32, qui ont fourni plus de 80 % de la migration mexicaine dans les années 1980 et 1990. Durant cette période, l'émigration a été massive. « Les États-Unis connaissent une prospérité économique, alors que chez nous il n'y avait pas de travail, rappelle Judith Alonzo. Ceux qui revenaient ici racontaient leur vie là-bas et cela donnait envie. » La traversée du pays comme de la frontière était alors plus simple. « Il y avait beaucoup moins de narco-trafic et de violence. » Presque aucune famille n'a été épargnée par le phénomène. Parfois ce sont des générations entières qui ont migré.

Après ses cinq frères, Paola Juarez a ainsi vu partir ses cinq fils. Depuis quelques années, les départs se font plus rares, notamment parce que l'argent envoyé par la diaspora a contribué à améliorer les conditions de vie. Mais la migration a profondément bouleversé les équilibres sociaux et familiaux.

« La famille se désintègre peu à peu », constate Soccoro Rivera Martinez. L'absence des hommes n'est pas facile à gérer. « Le plus dur, c'est d'être père et mère en même temps », assure Soccoro, suscitant l'approbation des femmes qui l'entourent. « C'est difficile de conjuguer travail et éducation. Les enfants reçoivent de l'argent de leur père, ils ont le sentiment de tout avoir et ne respectent plus leur mère qui les élève seule. Ils ne voient pas l'intérêt de travailler. Ils préfèrent traîner avec de mauvaises personnes, faire n'importe quoi, se droguer... »

Cacahuètes

L'illégalité de leur situation aux États-Unis empêche la plupart des immigrés mexicains de rentrer temporairement chez eux pour voir leur famille. Au bout de quelques années, les liens souvent se distendent. « L'affection se perd », regrette Soccoro. Les contacts par mail ou téléphone se raréfient. Jusqu'au jour où « certains oublient pourquoi ils sont partis, pour quels rêves ils ont migré. Ils refont leur vie là-bas et finissent par couper les ponts ». C'est ce qui vient d'arriver à Eloina Carpiteiro. Parti depuis six ans, son mari l'a appelée pour lui dire qu'il avait rencontré quelqu'un et qu'il ne reviendrait pas. Il l'a aussi prévenue qu'il ne lui enverrait plus d'argent. Désormais seule pour assumer leur dernier fils âgé de 15 ans, Eloina est venue cet après-midi chercher un soutien. C'est le but de ces réunions hebdomadaires créées avec l'appui du Service jésuite aux migrants (SJM), partenaire du Secours Catholique. Ces femmes peuvent ainsi sortir de leur isolement, partager leurs sentiments et leurs tracas du quotidien avec des personnes qui vivent la même situation. Pour pouvoir aider l'une ou plusieurs d'entre elles en cas de coup dur ■■■

+ À LIRE

Migrations et frontières, Projet, n°272 - juin 2002.
À lire sur :
urlz.fr/6hJD



Au village d'Aztla, les femmes dont les maris ont émigré ont besoin d'une aide alimentaire et d'un accompagnement psychologique.

VU D'AILLEURS NORD DU MALI

À Gao, l'aide au retour



E. PERRIOT / S.C.-C.F.

« **P** arce que le Niger et la Mauritanie ont durci leurs contrôles à la demande de l'Union européenne, le Mali est devenu un important corridor pour les Africains travailleurs saisonniers au Maghreb ou en route vers l'Europe », explique Éric Alain Kandem, coordinateur de la Maison des migrants de Gao que soutient le Secours Catholique dans le nord du pays. Depuis quelques an-

Avec le Niger et la Mauritanie, le Mali est une voie de migration vers le Maghreb et l'Europe.

nées, Gao voit transiter des milliers de personnes originaires de toute l'Afrique de l'Ouest et d'Afrique centrale. La région est pourtant extrêmement dangereuse et le passage via l'Algérie totalement incertain. Au point qu'ils sont des centaines, chaque année, à rebrousser chemin. « *Beaucoup n'ont pas réussi à franchir la frontière avec l'Algérie, certains ont été attaqués et rackettés en chemin, d'autres ont été kidnappés, parfois exploités, avant d'être relâchés contre une rançon. Tous arrivent mal en point, dépouillés et traumatisés, parfois blessés ou malades* », témoigne Éric Alain Kandem. Au-delà de l'écoute et de l'aide humanitaire (soins, logement,

nourriture), la Maison des migrants organise avec eux le retour dans leur village, au Mali ou ailleurs. « *Mais tous ne le souhaitent pas*, précise Éric Alain Kandem. *Leurs familles ou eux-mêmes s'étant endettés pour ce voyage, ils ne*

“ Ils se sont endettés et ils ne peuvent pas rentrer sans rien. ”

peuvent pas rentrer comme ça, sans rien. » À ceux-là, la Maison des migrants propose de les loger, les nourrir et de les aider à monter une activité économique ou à trouver du travail

à Gao. Au bout de quelques mois, un ou deux ans parfois, ils pourront enfin rentrer chez eux avec un petit pécule, au moins de quoi rembourser leurs dettes. ■

Benjamin Sèze

financier, elles ont monté une banque solidaire à laquelle chacune cotise. Ce volet économique est d'autant plus important que depuis la crise de 2008, la situation des proches vivant aux États-Unis s'est précarisée. Paola Juarez reçoit de ses fils à peu près 100 dollars par mois, ce qui représente 70 % de son revenu mensuel. « *Mais à cause de la crise, ils ont plus de mal à travailler. Donc ils envoient souvent moins et parfois rien du tout.* » Afin qu'elles soient moins dépendantes de l'argent de la migration, le SJM a développé avec plusieurs groupes de femmes des projets d'entreprises artisanales. Dans le village de Bonilla, Guillermina Mescitita, 21 ans, participe à la fabrication de produits à base de cacahuètes. Contrairement à la plupart des autres femmes, plus âgées, elle vit avec son mari. « *Ce travail, explique-t-elle, est pour nous une opportunité pour qu'il n'ait pas besoin d'émigrer.* » ■

Benjamin Sèze



S. LECLEZIO / S.C.-C.F.

À Bonilla, pour éviter qu'un membre de la famille parte aux États-Unis, les femmes entreprennent de petites activités économiques.

HÉBERGEMENT

Un toit pour trouver sa place

Au Train de nuit, un centre d'hébergement et de réinsertion sociale situé à Lyon, co-animé par Habitat et humanisme et le Secours Catholique, travailleurs sociaux et bénévoles aident 70 résidents à se construire un avenir.

REPORTAGE CLARISSE BRIOT

Le jour tombe. Les résidents du Train de nuit, près de la gare de Lyon-Perrache, regagnent leurs chambres dans les étages. Au rez-de-chaussée du bâtiment, dans l'espace collectif, télé et radio émettent de concert tandis que démarre l'atelier d'arts plastiques.

En l'absence de la bénévole du Secours Catholique qui l'anime habituellement, Daniel, un ancien résident qui vit désormais dans une pension de famille, prend le relais. « J'ai vécu huit ans dans la rue », raconte, tout en maniant le pinceau, cet homme aux cheveux longs. « Je

m'en suis sorti grâce au Train de nuit... et à mes efforts. Autour du dessin, on partage, ajoute-t-il. Les gens viennent vers moi, me reconnaissent. » À ses côtés : Marie, assistance sociale, Allayar, Afghan de 25 ans ayant passé deux ans dans la jungle de Calais, et Boubakar, 40 ans, au parcours sinueux. « Je me sens un peu enfermé dans une bulle, ici. Avoir un vrai chez-moi, un travail, fonder une famille... c'est ce que je souhaite », confie-t-il, bien que les obstacles semblent encore nombreux.

Dans une pièce voisine, Catherine apprend à lire à Moussa, un Malien



Délégation du Rhône

76 rue d'Alsace
69100 Villeurbanne
Tél : 04 72 33 38 38
rhone.secours-catholique.org
rhone@secours-catholique.org

Nombre d'équipes locales : 36

Nombre de bénévoles : 1 000

Nombre de lieux d'accueil : 41

Nombre de personnes touchées par les actions : 15 350

+ D'INFO

Lire le reportage multimédia sur le site du Secours Catholique : urlz.fr/6gMN

de 27 ans qui n'a jamais été scolarisé. « J'ai des papiers, je travaille dans les travaux publics, et maintenant j'attends un logement en ville », explique-t-il. « L'objectif, c'est qu'il puisse lire les SMS », souligne la bénévole du Secours Catholique qui le suit depuis six mois. « C'est dur, mais il sait qu'il peut y arriver ! »

+ ÉCLAIRAGE GILLES LOUIS, ANIMATEUR SOCIAL AU TRAIN DE NUIT

« Nous travaillons main dans la main avec les bénévoles »



C. HARGOUES / S.C.-C.F.

Le Train de nuit a ouvert il y a vingt-cinq ans sous la forme de bungalows installés successivement quai Rambaud, quai Perrache et à Gerland. Ils accueillent des sans-abri l'hiver, uniquement la nuit et pour une durée très limitée. Il y a dix ans, l'accueil s'est étendu à l'année et 24 heures sur 24. En février 2016, nous avons emménagé dans un bâtiment pérenne et rénové sur cinq étages.

Notre unité "urgence" accueille 24 hommes en grande errance ou migrants, qui n'ont pas de situation administrative stable. L'unité "insertion" héberge 30 hommes en voie de trouver un logement autonome, dont

certains travaillent, mais qui ont besoin de se reconstruire. Enfin, nous accueillons plusieurs familles monoparentales. La durée de l'hébergement est variable : de six mois à plusieurs années. Les résidents ont pour point commun une rupture familiale (séparation, décès, exil) à un moment de leur parcours. Nous les accompagnons dans leurs démarches administratives, la recherche d'un emploi, d'un logement, l'accès à des soins (beaucoup souffrent d'addictions). Nous organisons aussi des temps conviviaux et des sorties (à la montagne, au cirque, au musée, etc.). Ces animations se font main dans la main avec la trentaine de bénévoles du Secours Catholique qui tissent des liens forts avec les résidents. »

Propos recueillis par C.B.

Humanité

Le dîner mijote pour la vingtaine d'hommes de l'unité "urgence". Tous les soirs, il leur est servi dans une salle collective par les bénévoles. « C'est le meilleur moment pour échanger et manifester de l'attention aux résidents », témoigne Marythé Pré, la responsable de l'équipe. « Petit à petit, on instaure la confiance, on devient leur sœur, leur mère, leur mamie... » Les mercredis et jeudis ce sont les bénévoles qui sont aux fourneaux. « C'est important d'aller à la rencontre de personnes qui ont un passé lourd, un présent difficile mais droit à un avenir », observe Marie-Claude, qui mitonne des plats au Train de nuit avec son mari depuis vingt ans.

Après le repas, "Mike", d'origine sénégalaise, nous conduit à la chambre qu'il partage avec Sergueï, de nationalité russe, et son chat. Un poster de Bob Marley, un djembé et une guitare sous le lit révèlent en lui un musicien. « On m'a accueilli ici avec humanité, déclare-t-il. Si je trouve un appartement, j'espère faire un geste en retour pour remercier l'équipe. » ■



En action(s)

Au Train de nuit, travailleurs sociaux et bénévoles du Secours Catholique portent un soin particulier à la relation aux résidents **1 / 2**. Ces derniers bénéficient d'un accompagnement individualisé et d'activités favorisant l'estime de soi **5** et l'insertion **3**. Chaque soir, les bénévoles servent le repas pour les personnes hébergées dans l'unité urgence. Un moment de partage privilégié **4 / 6**.

PHOTOS : CHRISTOPHE HARGOUES / S.C.-C.F.



Rencontre

Le Secours Catholique, comme vous ne l'avez jamais lu, ni vu

PAR ALEXIS JENNI / ILLUSTRATIONS EMMANUEL PROST

Le Secours Catholique a invité l'écrivain et prix Goncourt 2011 Alexis Jenni et le dessinateur Emmanuel Prost à venir à la rencontre du Pain partagé. Les deux auteurs se sont rendus à dix reprises, avec plume et pinceau, dans ce lieu où les équipes de bénévoles et de personnes accueillies préparent deux fois par semaine un repas pour plus de 80 personnes vivant à la rue ou isolées. Lors de ces rencontres où chacun se livre sans fard, ils ont croisé la fragilité de tous – et la leur en premier lieu – mais surtout une humanité pleine et entière, brute dans son dépouillement, telle qu'elle se donne rarement à voir aujourd'hui. Leur récit en est un vibrant témoignage. Morceaux choisis.

Dehors, c'est Jules-Joffrin, sa bouche de métro, un kiosque à journaux et quelques bancs, un coin du XVIII^e où on ne pense pas aller, puisque c'est derrière Montmartre ; le Paris monumental est fini et le Paris festif est ailleurs, on est dans la vie simple, c'est une place agréable et banale. Sur un banc, un Africain ivre apostrophe la cantonade d'une voix de stentor : « Arrêtez de me juger ! Si vous me critiquez positivement, encore ; mais négativement ! » Il est très sale, entouré de ballots, il ne bouge absolument pas, mais rythme le déroulé des adverbes comme s'il déclamaient des alexandrins. Sur les autres bancs, SDF et chibanis, clochards du quartier et réfugiés échangent mollement quelques mots, prennent côte à côte le délicat soleil d'octobre, attendent. Quoi ? Que le temps passe. Autour de la bouche de métro où circulent les pressés, sont assis ceux pour qui les journées sont longues, ceux qui ont tout leur temps, mais leur temps est vide. Je n'avais jamais vraiment regardé ce peuple

immobile auquel on ne prête pas attention ; pour les actifs que l'on peut appeler les agités, ce qui ne bouge pas se confond avec le décor urbain, kiosques, pigeons et grilles de fer au pied des arbres. On ignore très bien ce qu'on ne veut pas voir. Mais je vais au Pain partagé et, maintenant, des ultra-pauvres, j'en vois partout, je les vois de loin, je les distingue de la foule et du bitume, autour des abribus, dans une embrasure, sur un banc. Ils sont donc si nombreux ?

La maison paroissiale est discrète, dans la cour intérieure d'un immeuble : une grande salle carrelée sans fenêtres, éclairée au néon, comme une salle polyvalente de village. Deux tables près de l'entrée font comme une billetterie de fête locale, une petite caisse pour la monnaie, deux boîtes au couvercle fendu en tirelire, des feuilles couvertes de tableaux et puis, étrangement, un distributeur à pompe rempli de savon rose et une pile de gobelets en plastique, format ristretto.



[...] Denis, le portier pince-sans-rire, inscrit ceux qui viennent. Chacun donne son nom, le nom qu'il veut ; on coche la case s'il est déjà venu, on ajoute une case si c'est la première fois. Il y a 280 noms sur le tableau de présence, et une grosse soixantaine vient chaque midi, on sert 80 repas. Quand le nombre est atteint, on ferme. La feuille

est prête dans sa pochette : « *Désolé, nous sommes complets* », mais je ne l'ai jamais vue utilisée.

Chacun verse sa contribution, s'il peut, s'il veut, un euro pour les accueillis dans une boîte Quality Street, et deux euros pour les bénévoles dans une caisse séparée. Deux euros, c'est le prix de revient des repas. Et le savon ? C'est pour la douche, ceux qui veulent prennent un petit verre de liquide rose, une serviette, et vont à la douche située dans la cour de l'immeuble.

[...] La cuisine est au cœur du Pain partagé. Équipée de matériel professionnel par la municipalité et le Secours Catholique, il s'y fait des miracles.

« *Vous cuisinez du frais ?* »

– *Non, c'est ingérable. C'est surgelés et boîtes, avec un petit tour au marché pour des herbes et des condiments. Ce sont des produits simples, qu'il faut rendre savoureux.* »

Elle est cuisinière indépendante : traiteur, buffets, événements ; par ailleurs, elle s'investit dans des associations, forme du personnel de cuisine, vient deux jours par semaine comme bénévole au Pain partagé. Je note, ça prend le temps de trier et de ciseler une botte de persil plat et, devant ce tourbillon d'activités, je m'étonne. « *Je suis une femme qui a besoin d'être très occupée* », sourit-elle. En voyant ses gestes accélérés et précis, je veux bien la croire. « *Et puis, ça donne un sens à la manière dont je peux exercer mon travail. Gagner ma vie, faire plaisir, penser aux autres.* »

« *J'ai l'habitude de travailler des produits plus nobles mais, ici, c'est deux euros le repas* », dit-elle avec un sourire d'excuse, mais où brille l'étincelle joyeuse du défi à relever et, à chaque fois, surmonter.

[...] « *Moi, je joue de l'ouvre-boîte* », rigole Dédé. Et, tout en découpant d'un geste habile, il s'essaie à définir ce lieu. Je note.

« *C'est comme un port pour des marins en détresse.* » Il se ravise, ouvre une autre boîte : « *C'est comme des marins en détresse qui ont trouvé un port d'attache. C'est mieux comme ça ?* »

Dédé est un bel homme longiligne, le visage marqué et la voix rocailleuse, le regard tendre mais parfois ironique, parfois agacé, attentif à ce que tout se passe bien, que l'esprit du lieu soit respecté. Il a été un accueilli, il a été à la rue. « *J'ai été Depardieu*

et Renaud à la fois », dit-il en rigolant, pour évoquer l'alcool qui l'a ravagé ; mais il est en meilleur état physique que l'un, et moins dépressif que l'autre.

« *Je suis la girouette de permanence, j'ai un œil à tout, je fais les courses, le service, la plonge. – Tu fréquentes d'autres lieux ?* »

Je fais le journaliste, mais ma question tombe à plat, un peu inconvenante.

« *Non ! Je suis fidèle au Pain partagé, je ne vais pas ici ou là...* »

[...] À 11 heures, arrive Andrea d'un pas lent et majestueux, soutenu par Bernard qui est allé la chercher. Elle marche difficilement, mais elle transforme cette difficulté en cérémonie théâtrale.

« *Bonjour tout le monde*, dit-elle d'un air sombre des mauvais jours.

– *Bonjour, Andrea.*



– *J'ai dit : bonjour tout le monde.*

– *Ah... j'ai pas entendu.*

– *Je l'ai dit.*

– *Salut la râleuse*, dit Adeline.

– *L'emmerdeuse, pas la râleuse*, corrige-t-elle. *Ça ne s'appelle pas râler, ça s'appelle dire la vérité.* »

Elle ne se fait pas prier pour me parler. Le corps est fatigué, usé, mais elle a une belle voix d'actrice.

« *Ici c'est très très chaleureux, vous pouvez le dire. C'est la nourriture du cœur qui compte, plus que le manteau. Quand on est dans la rue, on a besoin de cette chaleur. Les gens de la rue sont souvent mal regardés, ou pas regardés, on est jugé. On a peur de se faire agresser, du regard, de tout. Et, quand on rencontre une personne qui sait vous voir, c'est là qu'on peut changer. Quelqu'un a su trouver la faille pour voir au-delà de l'apparence de ce que j'étais. C'est en grattant que l'on trouve des trésors, derrière un caillou que l'on rejette.* »



> ALEXIS JENNI

Écrivain, Alexis Jenni obtient avec son premier roman *L'Art français de la guerre*, le prix Goncourt 2011. *La conquête des îles de la terre ferme*, son dernier roman, est sorti en octobre 2017 chez Gallimard. En 2017 encore paraît *Femmes d'ici, cuisine d'ailleurs*, une œuvre collective sur la cuisine des femmes des banlieues de Lyon : écouter les gens, écrire leur histoire, travailler à plusieurs dont un dessinateur, ce livre lui ouvre de nouveaux horizons. Avec *Au pain partagé*, il continue sur cette voie et raconte un peu de cette grande pauvreté que l'on ne veut plus voir. Car au fond, élucider l'humanité partagée est l'une des grandes fonctions de la littérature.

> EMMANUEL PROST

Emmanuel Prost est né à Lyon, en 1984. Pratiquant constamment le dessin d'observation pour mieux s'imprégner du réel et entraîner la relation œil/cerveau/main, il écrit son premier livre en 2009, *Zorey Dedan*, issu d'un an d'immersion dans un village des hauts de la Réunion. Depuis, il est amené à collaborer avec différents auteurs dans le domaine de l'édition et à pratiquer l'immersion sur de nombreux "terrains", comme avec : *Femmes d'ici, cuisine d'ailleurs* où il rencontre Alexis Jenni... Autant d'expériences immersives où le dessin devient une clé d'appréhension puis de restitution, tel qu'ici au Pain partagé.

[...] « *Je m'étais toujours soigneusement tenu à l'écart du malheur : si on ne regarde pas, si on ne s'approche pas, on peut vivre en paix. Ce n'est pas du mépris, mais de la peur : les infortunés nous ressemblent trop pour que l'on croie être à l'abri de l'infortune. Et, en venant ici, j'y ai découvert une étrangeté, mais aussi une grande familiarité et une grande diversité qui me montrent les mille visages de cette Humanité à laquelle j'appartiens.* » ■■■



DÉCRYPTAGE

ALIMENTATION

LES RECETTES DE LA DIGNITÉ

INTERVIEW 16
MAGALI RAMEL

PLAIDOYER 17
UN ACCÈS DIGNE ET DURABLE

REPORTAGE 18
MANNES TERRESTRES

En France, il est devenu rare de mourir de faim. Pourtant, une frange importante de la population n'arrive toujours pas à se nourrir correctement. À cette urgence alimentaire qui s'accroît d'année en année, la distribution de denrées ne répond que trop partiellement. Pour le Secours Catholique, la priorité est de donner aux personnes les moyens de sortir de cette dépendance alimentaire et de retrouver la voie de l'autonomie, afin de pouvoir "manger à leur faim" et choisir ce qu'elles consomment. L'association multiplie les initiatives en ce sens.

ALIMENTAIRE

Droit aux vivres

En une décennie, la demande d'aide alimentaire a pratiquement doublé en France et continue de croître. Au Secours Catholique, plus de la moitié des ménages accueillis expriment encore ce besoin. Face à l'urgence de l'accès à l'alimentation, l'association construit avec les personnes concernées des réponses durables pour « bien manger ».

ENQUÊTE : JACQUES DUFFAUT / PHOTO : ELODIE PERRIOT / S.C.-C.F.

L'insécurité alimentaire en France est difficile à mesurer. Mais elle est forcément supérieure à la demande d'aide alimentaire qui, elle, ne cesse de croître. En huit ans celle-ci a presque doublé, passant de 2,8 millions de personnes aidées à près de 5 millions en 2016. Eurostat, en 2012, révélait que 8,2 % de la population française ne pouvait s'offrir qu'un jour sur deux un repas comportant une viande, du poisson ou l'équivalent végétarien.

Le besoin de mieux s'alimenter, sur le plan de la qualité comme de la quantité, est une des priorités exprimées par les personnes accueillies au Secours Catholique. Dans son dernier rapport statistique, ce besoin seul est formulé par 14 % des ménages. Et il est associé à un autre ou plusieurs autres besoins par 42 % d'entre eux. Au total, en 2016, 56 % des ménages se plaignaient de se nourrir mal.

Plusieurs études attestent le lien existant entre une mauvaise alimentation et des pathologies comme l'obésité, l'hypertension artérielle et en particulier le diabète (voir étude Abena)¹. En outre, de nombreux usagers de l'aide alimentaire sont contraints d'opérer des arbitrages au détriment de l'alimentation plutôt que de renoncer à des soins ou à se loger.

Goûts et plaisir

La mère d'un petit garçon de 9 ans, âgée de 32 ans, veuve et habitant Lille, dans les Hauts-de-France, le reconnaît : « Je préfère me priver de repas plutôt que de ne pas payer mes factures. En les payant, j'ai au moins la conscience tranquille. » Recherchant désespérément un travail, elle vit avec le RSA et n'arrive pas à nourrir son fils par l'aide alimentaire.

Une autre maman confie que les produits distribués ne font pas partie de son mode d'alimentation. « Comme tous les citoyens, les pauvres doivent pouvoir choisir leur nourriture », estime Jean-François Dusseigneur,

bénévole pour la thématique alimentation au Secours Catholique. « Ils ont des goûts, ils éprouvent du plaisir à bien manger et à faire bien manger leurs proches. Choisir son alimentation est une question de dignité, de plaisir et de santé. »

Pour sortir de la dépendance à l'aide alimentaire, les délégations du Secours Catholique développent depuis plusieurs années diverses actions individuelles (colis, paniers, épicerie sociale) et collectives (épicerie communautaire, jardin solidaire, atelier cuisine, repas partagés) qui encouragent ceux qui le souhaitent à participer.

Toutes ces activités peuvent être réunies en un subtil cocktail, comme à Soumoulou, dans les Pyrénées-Atlantiques, où depuis un an une trentaine de ménages ont créé plusieurs groupements d'achats, un jardin collectif et une microsociété fonctionnant à base ■■■

+ LE POINT DE VUE D' HÉLÈNE

Hélène* nourrit son petit garçon de 2 ans et demi grâce à un programme alimentaire du Secours Catholique de Paris.

« Sans l'Apame [l'Aide par l'alimentaire pour mères et enfants est un programme qui prend en charge huit mamans isolées ayant au moins un enfant de moins de 3 ans, Ndlr], je ne sais pas comment je pourrais vivre. Je n'ai pas de travail, je suis sans ressources, je reçois 100 euros de l'assistance sociale chaque mois. Je suis arrivée en France en 2011 et depuis deux ans et demi j'ai un petit garçon. Je vis seule avec lui dans une chambre d'hôtel où je ne suis pas autorisée à cuisiner. Je le fais quand même

discrètement, sur une plaque chauffante. Je viens à l'Apame tous les samedis après-midi. Cela me sort de ma solitude. Ici, on me donne ce dont

Je choisis aussi les produits alimentaires que nous aimons.

j'ai besoin pour mon fils et moi. Je choisis aussi les produits alimentaires que nous aimons. Mon fils adore la semoule de couscous et les légumes. Les bénévoles vérifient que ces colis assurent une alimentation équilibrée. L'Apame nous donne aussi des bons pour acheter de la viande dans une boucherie voisine. L'aide de l'Apame m'est vitale. »

Propos recueillis par Jacques Duffaut

* Le prénom a été changé.



paris.secours-catholique.org/Un-apres-midi-APAME

■■■ d'entraide et de services rendus rémunérés par des "uninat", leur propre monnaie d'échange. Dans ce milieu rural où le Secours Catholique est la seule association caritative, le but est de sortir de l'assistanat et de satisfaire les besoins et les goûts alimentaires de chaque adhérent. Quand l'opportunité d'une terre arable se présente, le Secours Catholique privilégie le jardin solidaire, cultivé ensemble ou en parcelles individuelles. 100 à 150 jardins solidaires ont ainsi vu le jour ces dernières années.

Tous jardiniers

« Les gens sortent de chez eux, se parlent, échangent leurs savoir-faire, se donnent un coup de main, observe Jean-François Dusseigneur. Ils deviennent jardiniers. Plus de statuts, plus de titres, la bêche les met tous au même niveau, et travailler la terre, comme dit l'un de ces jardiniers, enlève les mauvaises herbes de la tête. »

L'insécurité alimentaire pourrait disparaître si la France appliquait, comme le souhaite le Secours Catholique, le droit à l'alimentation, « un droit qui garantit à chacun l'accès à une nourriture saine, suffisante et appropriée à son mode de vie », tel que le définit Jean-François Dusseigneur (lire interview p. 16).

Cet automne, le Secours Catholique était présent aux États généraux de l'alimentation pour réclamer l'application de ce droit et faire entendre la voix des personnes en situation d'insécurité alimentaire. Il y a quatre ans déjà, au sein du réseau Caritas Internationalis, il rappelait au monde, lors de la campagne 2013-2015 "One Human Family, Food for All", que nous formons « une seule famille humaine » et que chacun de ses membres a le droit de manger à sa faim.

Selon le Comité de la sécurité alimentaire des Nations unies, les obstacles majeurs à la réalisation du droit à l'alimentation à l'échelle mondiale tiennent en partie à l'absence de cohérence des politiques publiques et à la mauvaise gouvernance des systèmes alimentaires. ■

1. Inpes.sante.fr/etudes/pdf/2013-abena2-rapport.pdf

INTERVIEW MAGALI RAMEL

« Le droit à l'alimentation est un droit de l'homme »

Doctorante en droit à l'université de Tours, Magali Ramel apporte depuis trois ans son expertise au Secours Catholique sur les questions liées à un droit que la France ignore : le droit à l'alimentation.

Qu'est-ce que le droit à l'alimentation ?

Ce droit reconnaît à chaque individu le droit d'accéder dignement à sa propre alimentation, en la produisant lui-même ou en ayant le pouvoir de la choisir et de l'acheter. Il prend racine dans l'article 25 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948, qui donne le droit à chaque individu d'accéder à un niveau de vie suffisant, notamment grâce à l'alimentation. Il est inclus ensuite dans l'article 11 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (Pidesc) de 1966, lequel a une valeur contraignante pour les États qui l'ont ratifié.

La France a ratifié ce pacte, pourquoi n'y a-t-il pas de droit à l'alimentation ?

Il serait applicable sur recours au Pidesc, mais dans les faits il n'y a que peu de jurisprudence. L'article 11 §1 traite aussi bien du logement que de l'alimentation. Le droit au logement opposable (Dalo) est une déclinaison de ce droit, mais il n'y a pas de déclinaison pour le droit à l'alimentation. Sans doute parce que les États européens considèrent qu'il n'y a pas besoin de protéger le droit à l'alimentation si le droit au travail, à la Sécurité sociale et à l'assistance est garanti. Il existe l'aide alimentaire, mais c'est une politique qui repose sur des actions caritatives et associatives et non un droit.

L'aide alimentaire ne répond-elle pas au droit à l'alimentation ?

L'aide alimentaire est un besoin croissant en France. Les chiffres de l'insécurité alimentaire y seraient encore supérieurs et concerneraient environ 12 % des adultes français (étude Inca 3, 2017). L'aide alimentaire est une réponse à l'urgence. Elle correspond au droit fondamental d'être à l'abri de la faim, dans une logique de survie, sans lequel aucun autre droit ne peut être effectif. Ce n'est qu'une déclinaison minimale du droit à l'alimentation qui protège notamment le choix, la qualité,



E. PÉRIOT / S.C.-C.F.

la dignité, la non-discrimination et un accès de long terme. Aujourd'hui, ni le droit à l'alimentation, ni le droit à être à l'abri de la faim ne sont reconnus en France.

Y a-t-il une corrélation entre droit à l'alimentation et production agricole ?

On a longtemps pensé que la lutte contre la faim se cantonnait à des enjeux de production agricole : produire suffisamment pour nourrir suffisamment. Le prix Nobel d'économie de 1998, l'Indien Amartya Sen, a démontré que la faim pouvait exister alors qu'il existait des stocks de céréales tout proches des familles affamées. Elles n'avaient juste pas les moyens d'acheter leur nourriture. N'était pas en cause la production mais l'accès à la nourriture. Le droit à l'alimentation reconnaît la responsabilité de l'État de respecter, protéger et mettre en œuvre ce droit, sans discrimination.

Un exemple de contrainte à ce droit ?

Ce qui s'est passé à Calais dernièrement va à l'encontre du droit à l'alimentation. L'interdiction faite par les pouvoirs publics aux associations de nourrir les migrants est une flagrante violation de l'obligation de l'État de respecter ce droit sans discrimination. Il aurait été intéressant de fonder les recours en justice sur le Pidesc et de voir comment la justice française y aurait répondu. Cela n'a pas été le cas.

Propos recueillis par Jacques Duffaut

PLAIDOYER

Pour un accès digne et durable à l'alimentation

Le Secours Catholique-Caritas France participe aux États généraux de l'alimentation (ÉGA), lancés cet été par le gouvernement. L'association y défend le principe d'un accès à l'alimentation en lien avec les territoires et constructif pour les personnes.

« **O**n nous offre un colis, on ne peut pas choisir. Les sardines, par exemple, j'ai tout essayé et sous toutes les formes, mais là, j'en peux plus ! Mais si je les refuse, on me dit : "Quand on a vraiment faim, on prend ce que l'on nous donne." Alors je prends... On n'a pas non plus le choix des quantités. On peut avoir une carotte et deux petites pommes de terre pour une semaine, ou alors 24 œufs ! »

Daniel Defrenes vit dans un garage dans les Hauts-de-Seine. Ne percevant aucun minimum social, il dépend entièrement de l'aide alimentaire pour se nourrir. Cette réalité, dont il témoigne, il l'a aussi exposée le 12 octobre au ministère de l'Agriculture. C'était dans le cadre de l'atelier 12 des États généraux de l'alimentation (ÉGA) lancés cet été par le gouvernement, un atelier consacré à la lutte contre l'insécurité alimentaire. Daniel Defrenes y a participé en tant que membre du Secours Catholique.

Stigmatisation

Dans le cadre de ces États généraux qui réunissent l'ensemble des acteurs concernés par l'alimentation (producteurs, consommateurs, entreprises de l'industrie agroalimentaire, distributeurs, associations caritatives...), le Secours Catholique défend l'idée d'un accès digne et durable à l'alimentation en France et dans le monde. « *Durable, c'est-à-dire en lien avec le territoire* », précise Claude Bobey, en charge au sein de l'association des thématiques "alimentation" et "entraide". « *Cela va favoriser l'emploi, par exemple, notamment en privilégiant les producteurs locaux.* » La question de la dignité, elle, s'illustre dans le témoignage de Daniel Defrenes

+ À LIRE

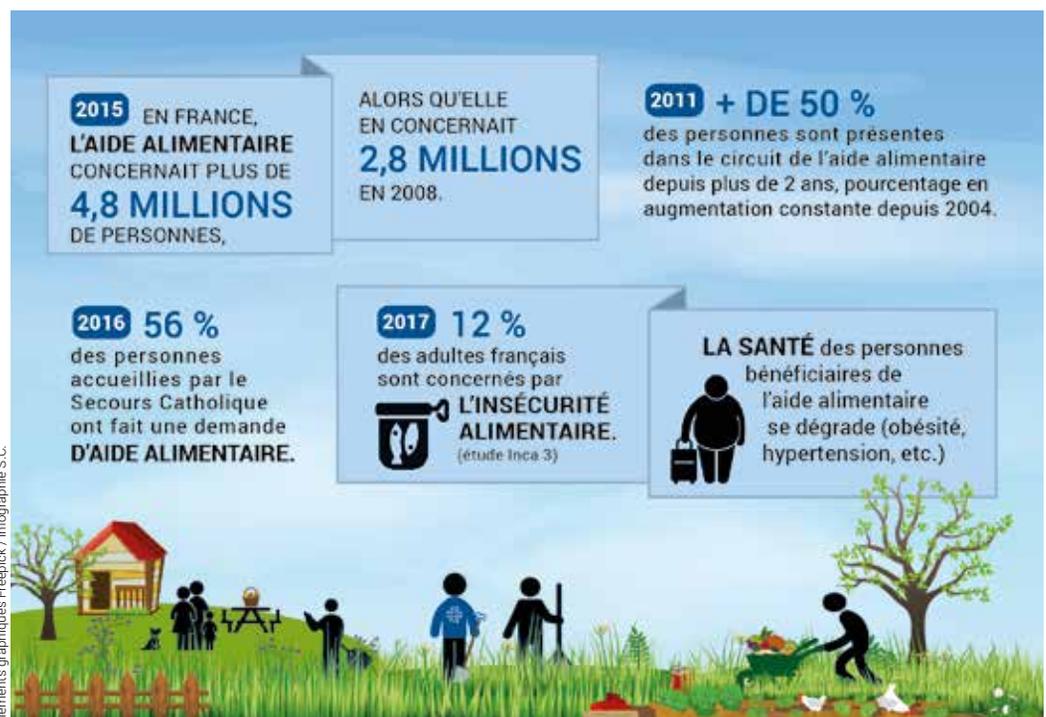
Favoriser l'accès pour tous à une alimentation de qualité, saine et équilibrée, avis du rapporteur auprès du Conseil économique, social et environnemental, Thierry Damien, 2014.

qui, précise Claude Bobey, fait écho à celui « *de nombreuses autres personnes qui nous disent leur honte de bénéficier d'un système alimentaire uniquement distributif* ». Pour le responsable du Secours Catholique, il n'est pas question de rejeter en bloc les dispositifs de distribution de colis, mais de les limiter aux cas d'extrême urgence. Ce qu'il regrette, c'est l'usage trop systématique d'un modèle qui n'aide pas les personnes à sortir de leur situation de pauvreté, tout en suscitant la stigmatisation. « *Souvent, nous ne sommes pas face à des personnes qui ont faim, mais à des personnes qui manquent de ressources. Le problème qu'il faut régler, c'est ce manque de ressources.* »

Parmi les alternatives à l'aide alimentaire, Claude Bobey évoque la possibilité d'épicerie solidaires qui fonctionneraient sur un modèle coopératif. « *Il n'y aurait plus des bénévoles d'un côté et des usagers de l'autre, mais des membres qui seraient tout à la fois acteurs, dans le fonctionnement comme dans les prises de décision, et bénéficiaires.* » « *Aujourd'hui*, poursuit-il, *on imagine uniquement les "pauvres" au bout de la chaîne alimentaire, comme consommateurs. Or ils peuvent aussi y participer autrement, comme producteurs, transformateurs, distributeurs.* » Pour preuve, Grégory Vancaneghem, qui représentait également le Secours Catholique aux ÉGA, a bénéficié durant de longues années des colis des Restos du cœur, avant de se lancer dans une activité de maraîchage. Pour Daniel Defrenes, cette idée de participation est primordiale, car « *l'exclusion est aussi grave que la pauvreté financière et l'insécurité alimentaire* ». Participer, estime-t-il, « *c'est comme rendre ce que l'on nous a donné. C'est reconnaître nos capacités* ». « *Aujourd'hui*, regrette-t-il, *je sais faire des choses mais on ne me donne pas la place de le faire. Je suis cantonné au rôle de bénéficiaire.* » ■

Benjamin Sèze

La détresse alimentaire en France



Éléments graphiques Freepick / infographie S.C.



REPORTAGE

Mannes terrestres

En Corrèze, le Secours Catholique répond aux besoins alimentaires exprimés par des personnes en situation de précarité en tenant compte de leur contexte et de leurs initiatives. Elle peut prendre la forme d'un jardin partagé comme celle d'un panier solidaire.

« **A**u début, nous avons pensé ouvrir une épicerie solidaire », relate Denise, l'une des personnes assises autour d'un petit-déjeuner dans le local du Secours Catholique d'Égletons, en Corrèze. « Mais il y avait trop peu de monde dans l'équipe. Cela n'aurait pas pu fonctionner. » Égletons compte à peine 4 300 habitants, mais le taux de chômage y est supérieur à la moyenne nationale. Nombreux sont ceux qui ont du mal à boucler leur budget. Quand on demande à la dizaine de personnes composant

l'équipe d'Égletons quel est leur premier besoin, elles répondent d'une seule voix : « *Bien manger.* »

Avec un budget alimentaire de 80 euros par mois, Daniel, quinquagénaire au chômage, explique sa situation. « *Au début du mois, je faisais mes courses dans une grande surface, je mangeais les trois premières semaines et la quatrième j'attendais le début de l'autre mois.* » Un autre membre de l'équipe résume poétiquement : « *À la fin de mon argent, il restait trop de mois.* »

En septembre, l'équipe a contacté des agriculteurs locaux et convenu avec sept d'entre eux de proposer un panier tous les quinze jours. Composé de volailles, charcuteries, laitages, légumes et fruits de qualité, il coûte 50 euros mensuels au Secours Catholique. Les bénéficiaires participent à hauteur de 10 ou 20 % de son prix. Pour amortir le coût, l'équipe a géré la buvette d'une aire de loisirs près d'un lac voisin pendant l'été, dégagant un bénéfice de 1 500 euros. De quoi voir venir. L'expérience a débuté en septembre, le nombre de bénéficiaires est



X. SCHWIBEL / SC-CF

Dans un angle, trois petits bungalows et une serre délimitent un espace de réunion à ciel ouvert. « *La mairie a prêté le terrain. Le Rotary Club a financé les cabanons et le matériel* », explique Samuel, 40 ans, père de cinq enfants et “copilote” du jardin.

Le jardin, créé il y a quatre ans, fonctionne en autonomie. Marie-France ne s'en occupe que lorsqu'on fait appel à elle. Les jardiniers sont des retraités aux ressources modestes ou des personnes en grande difficulté financière, comme Samuel, qui confie : « *J'ai un quotidien très compliqué mais je suis fier du jardin. C'est ma bouffée d'oxygène. Ma fille y a fait ses premiers pas.* » Samok est l'autre pilote du jardin. Lui aussi a cinq enfants et vingt ans de plus que Samuel. « *Je cultive de tout. En pleine saison, je viens tous les jours. Quand je ne peux pas, je demande à Samuel de me remplacer.* » Au bout de sa parcelle, des roses trémières. Pour la beauté de leurs fleurs ? « *Pas seulement, répond-il. On tronçonne les tiges et on les fait cuire à la vapeur au-dessus d'un couscous. C'est délicieux et ça a des vertus médicinales.* »

Les jardiniers n'achètent plus leurs légumes. Ils les cultivent. Ils cultivent aussi l'hospitalité. L'an dernier, quand une dizaine de migrants africains sont arrivés au Centre d'accueil et d'orientation (CAO) d'Ussel, ils ont proposé aux jeunes étrangers de s'occuper de la parcelle commune. Rencontre de deux mondes. La population, d'abord circonspecte, est tombée sous le charme de ces jeunes, serviables et souriants.

En cette fin de journée d'octobre, les jardiniers présents aident deux Soudanais à récolter les topinambours qu'ils ont semés. Aussi soigneusement que des archéologues exhumant un trésor, ils en remplissent deux caisses qu'ils partageront. En plus des légumes, le jardin a fait germer une nouvelle famille. Comme le dit Samuel :

« *Ici, on se retrouve, on mange ensemble, on échange nos plants et on partage nos cultures.* » ■

Jacques Duffaut

Dernières récoltes de légumes de l'année dans le jardin partagé d'Ussel.

encore confidentiel mais l'équipe est ravie d'être sortie des conserves et des restrictions. Daniel, ancien cuistot, mange à nouveau du lapin, son mets préféré.

À une vingtaine de kilomètres au nord-est, Ussel, 10 000 habitants. La ville a aussi son équipe et son local du Secours Catholique. Marie-France en est la responsable depuis neuf ans. Elle gère une multitude d'activités qui vont du microcrédit aux vacances en famille, en passant par l'aide aux migrants et un jardin solidaire où, justement, elle nous conduit.

Bouffée d'oxygène

« *Quand je rendais visite aux familles que j'aidais à partir en vacances, se souvient Marie-France, beaucoup rêvaient d'avoir un carré de jardin. J'ai fait remonter la demande, et Gwénaëlle, notre animatrice, nous a aidés à façonner le projet.* » Le jardin partagé occupe un demi-hectare de terre surplombant la Diège, rivière à laquelle il s'abreuve. Clôturé, il est divisé en 14 parcelles de 50 mètres carrés.

+ POUR ALLER PLUS LOIN

SE NOURRIR LORSQU'ON EST PAUVRE

► Une étude qui propose d'approfondir ce qui relève du rôle social de l'alimentation, sa fonction d'inclusion sociale, pour ensuite développer les incidences de la vie en précarité sur ces dynamiques. La compréhension de ces situations permet de renouveler le sens que l'on porte à une alimentation durable et de porter un nouvel éclairage sur les barrières d'accès. Elle peut aider à avancer vers des solutions qui redonnent à l'alimentation son rôle d'inclusion sociale pour les personnes en situation de précarité.

« *Se nourrir lorsqu'on est pauvre* » : analyse et ressenti des personnes en situation de précarité.

Dossier et documents - revue Quart-Monde n°25.

Coups de pouce

Le Secours Catholique-Caritas France répond chaque mois en France à 50 000 appels à l'aide. Voici cinq de nos "coups de pouce", merci de tous les soutenir. Sachez que tout excédent financier sera affecté à des situations similaires. Par souci de confidentialité, nous avons changé les prénoms.



APPEL DE CLARISSE

HAUTS-DE-FRANCE

Une bénévole discrète

Tout en recherchant activement un emploi, Clarisse, 56 ans, s'est investie avec ferveur et efficacité depuis 2013 dans des activités bénévoles au Secours Catholique, au point de devenir un élément moteur de certaines d'entre elles. Elle a créé également, pour répondre à des demandes de personnes accueillies, un groupe d'entraide dont l'action a été reconnue par plusieurs institutions locales. Très discrète, Clarisse n'évoquait jamais ses propres difficultés financières ni son besoin urgent de remplacer son véhicule hors d'usage qui multiplie les pannes. Habitant un petit village isolé, elle ne peut se passer de véhicule – un besoin désormais crucial car elle a trouvé un emploi en CDD à temps partiel. On lui propose un véhicule qui lui conviendrait parfaitement, moyennant 3 000 euros. Mais comment trouver une telle somme ? Face à cette difficulté insurmontable, Clarisse s'est résolue à en parler à sa délégation.

APPEL D'EDWIGE

BRETAGNE

Rendre son autonomie à une maman

Difficile de trouver du travail et d'assumer seule la vie quotidienne avec quatre enfants de 7 à 16 ans lorsqu'on habite un bourg rural isolé et que l'on n'a plus de voiture. Ce constat, Edwige, 34 ans, le fait tous les jours. Un nouveau véhicule redonnerait toute la mobilité nécessaire à cette jeune famille.

On lui en propose un. Mais comment régler la facture du garagiste, d'un montant de 2 990 euros ?

APPEL DE MARAM ET CAMILA

CENTRE-VAL-DE-LOIRE

Régler d'abord la facture

Depuis trois ans, le froid et l'humidité sont le lot de Maram et Camila et de leurs quatre enfants de 6 à 12 ans. Leur maison, reconnue insalubre,

ne possède pour tout chauffage qu'un petit poêle à bois. Malgré ces conditions désastreuses, les enfants parviennent à obtenir de bons résultats scolaires. La restauration de la maison, acquise en 2014, s'est révélée impossible depuis que Maram a perdu son emploi et prépare une formation pour se reconvertir ; Camila n'a pour sa part qu'un petit emploi à temps partiel. Plusieurs organismes de réhabilitation de l'habitat interviennent, mais il reste à régler la facture de l'architecte, d'un montant de 958 euros, une somme trop élevée pour les moyens actuels de la famille. Or c'est son règlement qui permettra le démarrage des travaux.

APPEL DE MARIE-CLAIRE

AUVERGNE-RHÔNE-ALPES

Une voiture, d'urgence

Dans son village isolé situé dans une région montagneuse, Marie-Claire, maman d'un fils maintenant âgé de 13 ans porteur d'un handicap, a grand besoin de son véhicule. Pour la scolarisation en classe adaptée et les rendez-vous médicaux réguliers de son fils, elle ne peut compter sur des transports en commun presque inexistants. Ayant elle-même perdu son emploi, la formation

qu'elle va entreprendre pour sa reconversion professionnelle et ensuite ses démarches pour trouver un autre emploi exigent aussi qu'elle puisse se déplacer. Mais son véhicule est parti à la casse et sa situation financière ne lui permet pas d'acquiescer celui qu'on lui propose pour un coût de 3 200 euros.

APPEL DE LOUISETTE

NOUVELLE-AQUITAINE

Un deuil cruel

À l'annonce du décès de sa mère, rien n'aurait pu empêcher Louisettes, originaire de Madagascar, de se rendre aux obsèques. Elle se démène, parvient à acheter le billet d'avion. Or, sur place, dans les jours qui suivent les obsèques, son père meurt à son tour. Malgré ses très petits moyens, Louisettes avait tenté de le soigner en achetant des médicaments. Les dépenses liées au voyage et au décès de ses deux parents, ainsi que la perte de revenu due à son absence de quinze jours, ont eu raison de son budget pourtant géré avec soin. Louisettes, de retour, ne peut plus faire face à toutes ses factures. 1 770 euros remettront sa situation à l'équilibre.



PROJET INTERNATIONAL

Maroc : un pont entre migrants et Marocains

Le programme "Qantara" (le "pont") organise les relations entre les migrants, les Marocains et l'administration.

L'ouverture manifestée par les autorités, reconnaissant la nécessité d'une « politique migratoire », mobilise davantage encore la Caritas nationale sur l'urgence de rendre les services publics et associatifs plus accessibles aux migrants. Ses éducateurs, psychologues et autres intervenants font office de médiateurs culturels entre ces usagers étrangers aux codes sociaux en vigueur et les institutions (hôpitaux, écoles, préfectures...). Migrants et membres de la Caritas rencontrent les agents de l'administration et les invitent à sortir d'une logique purement humanitaire. Ces migrants, essentiellement des Africains subsahariens, parviennent



FRANÇOIS RAMEL

ainsi à trouver la voie d'une intégration : ils accèdent à une formation professionnelle, inscrivent leurs enfants à l'école et obtiennent parfois une couverture santé. Le Secours Catholique contribue pour 150 000 euros au programme (2016 à 2018). ■

GRÂCE À VOUS...

En février 2017 nous vous présentions la situation de Michèle, qui élevait seule sa fille et faisait l'impossible pour préparer son avenir. Celle-ci avait obtenu un bac pro et devait le compléter par un CAP qui lui ouvrirait une gamme plus large de débouchés professionnels. Elle avait donc rejoint une école située à 60 km du domicile, en internat, où elle obtenait de bons résultats. Malgré de multiples démarches, Michèle n'avait pu obtenir d'aide pour financer cette dernière année d'études. Les jobs d'été de sa fille lui avaient permis d'acheter les fournitures nécessaires, mais Michèle ne pouvait faire face aux frais de scolarité. Grâce à vous, ceux-ci ont été réglés et Michèle nous transmet d'excellentes nouvelles : sa fille a obtenu son CAP avec 16/20 de moyenne. Elle a trouvé dans le secteur qui l'intéresse un CDD qui sera probablement converti en CDI. Elle vient d'obtenir son permis de conduire et projette d'acheter une voiture pour ses déplacements. La voilà lancée dans la vie ! Michèle et sa fille adressent tous leurs remerciements aux donateurs. ■

+ LE SAVIEZ-VOUS ?

Un soutien pérenne

Parmi les différentes façons de nous soutenir, il en est une qui nous permet de pérenniser notre action : **le don régulier par prélèvement automatique.**

Aujourd'hui, beaucoup de personnes utilisent ce mode de versement : pour leurs impôts, leurs fournisseurs d'énergie, de téléphonie...

Alors, pourquoi pas pour leur générosité ?

Vous le savez, les actions que nous menons s'inscrivent dans la durée depuis plus de 70 ans. L'aide que nous apportons aux personnes n'est pas seulement ponctuelle. C'est pourquoi il est important que vous soyez chaque jour à nos côtés. Beaucoup d'entre vous sont attachés à l'acte de don et au sentiment de liberté de faire un don quand ils le désirent.

Pourtant le don régulier présente beaucoup d'avantages :

Pour vous, donateur : vous répartissez le montant de votre don sur toute l'année. Vous ne recevez plus d'appels au don du Secours Catholique. Vous conservez la liberté de choix du montant et de la périodicité, que vous pouvez modifier, suspendre ou interrompre par simple lettre ou appel téléphonique à Julia Allain, au : 01 45 49 73 50.

Pour nous : les économies de coûts sur l'envoi des courriers et une diminution des frais de traitement des dons nous permettent d'en optimiser l'efficacité et de mieux planifier nos actions menées sur la durée.

Pour les personnes accueillies : grâce aux économies réalisées, c'est plus d'aide accordée, de suivi et d'accompagnement réalisés.

Ainsi, les personnes qui souhaitent nous soutenir par prélèvement automatique peuvent utiliser le bon de soutien joint à Messages. Par avance, merci à tous ! ■

Vos coups de pouce

Retournez ce coupon, accompagné de votre don par chèque à l'ordre du Secours Catholique, à votre délégation ou au Secours Catholique-Caritas France, 106 rue du Bac - 75007 Paris.

Oui, je souhaite venir en aide aux plus démunis, je fais un don pour soutenir :

- Toutes les actions du Secours Catholique : €
- Le projet international Maroc : €

Tous les "coups de pouce" de Messages n° 730 : €

Plus particulièrement le(s) "coup(s) de pouce" suivant(s) :

- l'appel de Clarisse : €
- l'appel d'Edwige : €
- l'appel de Maram et Camila : €
- l'appel de Marie-Claire : €
- l'appel de Louissette : €

Association reconnue d'utilité publique, habilitée à recevoir des legs, donations et assurances vie exonérés de droits.



Fiscalité. Si vous êtes imposable, vous pouvez déduire de votre impôt sur le revenu 75 % du montant de vos dons à hauteur de 531 €, puis 66 % au-delà de cette somme, et ce dans la limite de 20 % de votre revenu imposable (articles 200 et 238 bis du Code général des impôts). **Confidentialité.** Toutes vos données personnelles restent la propriété du Secours Catholique-Caritas France. Elles ne sont ni louées, ni échangées avec quelque organisme ou entité que ce soit, hormis la Fondation Caritas France. **Rigueur et transparence.** Les comptes sont contrôlés à différents niveaux : par un commissaire aux comptes et par un audit interne. Le Secours Catholique-Caritas France a été audité en 2006 par la Cour des comptes.



LIVRE DE LA GENÈSE (18, 1-8)

L'hospitalité d'Abraham

Aux chênes de Mambré, le Seigneur apparut à Abraham, qui était assis à l'entrée de la tente, à l'heure la plus chaude du jour. Abraham leva les yeux et vit trois hommes debout près de lui. Il courut à leur rencontre et se prosterna jusqu'à terre. Il dit : « *Mon seigneur, si j'ai pu trouver grâce à tes yeux, ne passe pas sans t'arrêter près de ton serviteur. Permettez que l'on vous apporte un peu d'eau, pour vous laver les pieds, et vous vous étendrez sous cet arbre. Je vais chercher de quoi manger, et vous reprendrez des forces.* » Il alla trouver Sara dans sa tente : « *Prends vite trois grandes mesures de fleur de farine, pétris la pâte et fais des galettes.* » Puis il courut au troupeau, prit un veau gras et tendre, et le donna à un serviteur, qui se hâta de le préparer. Il prit du fromage blanc, du lait, le veau que l'on avait apprêté, et les déposa devant eux.

◀ L'Hospitalité d'Abraham de Lodovico Carrache (1555-1619).

L'accueil doit être réciproque

PAR BRICE, CHRISTINE, DANIEL, ÉLIANE, HÉLÈNE, JEANNOT, LESLIE, LOLA, LOUIS, MIREDA, RENÉE, ROBERT, SOLANGE, SONIA



Quand je parle avec quelqu'un, je l'accueille dans mon cœur. ”

« **J**e me suis senti apaisé de jouer le visiteur. Pour moi, c'était le Seigneur, il est notre maître. »

« J'étais impressionné d'être Dieu qui vient voir Abraham ! Ce n'est pas souvent qu'on vit ça ! Je me suis senti proche de Jésus. »

« Il faut recevoir et donner ! Moi, en tant qu'observatrice, j'ai trouvé joli de voir Abraham se mettre à genoux. On peut se reporter à aujourd'hui, quand on est prêt à rendre service, quitte à être mal reçu ! J'accompagne deux personnes bipolaires. Quand je repars de chez elles après avoir tout nettoyé, elles ont le sourire, ma présence leur a fait du bien : on leur redonne envie de vivre. »

« J'ai été touchée par l'hospitalité

d'Abraham, de voir qu'il s'agenouillait devant les visiteurs, comme le Seigneur lors du lavement des pieds des apôtres. Cela m'a rappelé le chemin de Compostelle, quand une dame m'a apporté de l'eau sans rien dire : une générosité sans parole ! Le plus dur, c'est juste de recevoir gratuitement sans pouvoir redonner. »

« Avec l'autre servante, on faisait les galettes pour ces gens qui étaient dehors et qu'on ne voyait pas. On était dans l'ombre, cachées du monde, mais ce qu'on faisait était important et avait un sens. » « J'étais une servante. Je faisais le repas, mais je me dépêchais pour aller voir les visiteurs. Je voulais laver les pieds des trois ! »

« Dans nos pays du Maghreb,

d'Afrique, du Proche-Orient, on accueille chacun sans lui demander son origine, son appartenance religieuse ou politique. »

« Quand je parle avec quelqu'un, je l'accueille dans mon cœur. Accueillir, c'est faire confiance sans attendre de retour. Dieu n'attend pas de retour. »

« Dans la tristesse comme dans la joie, l'accueil doit être réciproque. »

« L'hospitalité, c'est une chaîne d'amour. On accueille quelqu'un qui, un jour, accueillera à son tour. »

« Cela fait du bien à Jésus quand j'accueille quelqu'un. Si je dis non, je sais que mon mari dira oui. » « J'ai une amie, quand elle n'est pas bien, elle m'appelle et elle vient chez moi, on mange ensemble, ça lui fait du bien. Je fais aussi l'accueil à l'église, le samedi je prépare le hall. J'aime que la Maison de Dieu soit propre. » ■

✚ LA MÉDITATION DE DOMINIQUE FONTAINE, AUMÔNIER GÉNÉRAL

Lavez-vous les pieds les uns aux autres



E. PERRIOT / A.S.C.-C.F.E.

Ces groupes de Saône-et-Loire nous montrent que l'hospitalité est une attitude fondamentale des croyants à la suite d'Abraham. S'accueillir mutuellement, c'est faire confiance sans réserve, c'est « *accueillir la personne dans son cœur* ». Cette attitude est liée à la foi que Dieu a envers nous. Le groupe va même jusqu'à dire : « *Cela fait du bien à Jésus quand j'accueille quelqu'un.* » L'accueil est gratuit, sans arrière-pensée, comme le fait Abraham avec ses visiteurs, mais on note qu'il doit être réciproque. En effet, pour les pauvres, il est dur d'être accueilli sans pouvoir donner à son tour. « *Il y a plus de bonheur à*

donner qu'à recevoir », cette parole de Jésus (Ac. 20,35) est à mettre dans la bouche des pauvres. Pour eux, il y a de la joie à pouvoir accueillir à leur tour. Le lavement des pieds, mis en valeur par le groupe, est bien le symbole de cet accueil mutuel qui constitue une communauté fraternelle : « *Lavez-vous les pieds les uns aux autres* », c'est le dernier commandement que nous donne Jésus.

➤ LE GROUPE DE PAROLE

En Saône-et-Loire, la fraternité de la Pierre d'angle et le groupe Saint-Laurent du Secours Catholique de Cluny se réunissent souvent. Ils ont l'habitude de commencer leurs partages par une « parole incarnée ». Les paroles des participants sont donc très liées au vécu de cet exercice fondé sur une mise en scène de la Parole de Dieu.

✉ Contact
chipat@orange.fr

↳ **TÉMOIGNAGE** DIDIER

ANIMATEUR BÉNÉVOLE D'UN ATELIER THÉÂTRE

Jeu et improvisations



D.R.

« **P**ersuadé que la pratique du théâtre est source de bénéfice personnel et de plaisir, j'ai proposé de mettre en place un atelier théâtre pour les personnes rencontrées par les bénévoles du Secours Catholique à Reims-Châtillon. En octobre 2015, j'ai constitué un groupe d'une douzaine de comédiens amateurs. Le bel enthousiasme du début est resté vivace. Chaque semaine, ils se frottent à l'art délicat et intimidant de la pratique théâtrale. Avant toute chose, notre séance débute par quelques assouplissements tranquilles et lents dirigés par une comédienne du groupe, notre « *chef mise en route* ». Les rencontres d'une heure et demie paraissent bien courtes tant on s'y amuse. Attention ! la concentration nécessaire aux postures, aux déplacements, à la projection de la voix et l'attention aux partenaires de scène ne font pas de ces séances des moments de tout repos. Mais nous

nous séparons toujours dans l'impatience de nous retrouver la semaine suivante. En 2016, nous avons présenté un spectacle à Reims, dans le quartier de la Croix-Rouge et place d'Erlon au centre-ville. Après quelques semaines de recherches et de tâtonnements, nous avons opté pour le sujet de « *l'incommunication dans la vie quotidienne* ». Cette création, issue des improvisations et des propositions des comédiens, a débouché sur un spectacle dynamique. L'étape suivante a consisté à maîtriser la peur de se produire en public, ce fameux trac qui donne tant de saveur à la scène. Le virus du théâtre, bel et bien inoculé, a permis au groupe de partager une nouvelle fois ces moments intenses en présentant un second spectacle en 2017 : l'adaptation d'un florilège de textes sur la vie quotidienne. ■

Propos recueillis par Marie-Hélène Content

VOUS AUSSI

Vous aussi, participez aux multiples activités mises en place par les équipes du Secours Catholique.

Contactez la délégation la plus proche de votre domicile.
www.secours-catholique.org/implantations

Agenda

14 JANVIER

Journée mondiale du migrant et du réfugié

Dans un message écrit à l'occasion de cette journée, le pape François demande que l'on offre aux migrants et réfugiés « *de plus grandes possibilités d'entrée sûre et légale dans les pays de destination ; de les intégrer en diffusant les "bonnes pratiques" existantes ; de promouvoir leurs compétences et de défendre leur dignité à la fois dans les pays d'origine et dans les pays d'immigration* ». urlz.fr/6efw

JUSQU'AU 14 JANVIER À PARIS

« Chrétiens d'Orient. Deux mille ans d'histoire »



L'exposition se déroule à l'Institut du monde arabe. Elle retrace l'histoire et le rôle majeur de cette communauté au Proche-Orient sur le plan religieux, politique, culturel et social, et montre sa vitalité dans le monde arabe actuel. Elle dévoile aussi pour la première fois en Europe des chefs-d'œuvre du patrimoine chrétien. www.imarabe.org/fr/expositions/chretiens-d-orient-deux-mille-ans-d-histoire

À LIRE

Un monde de bidonvilles Migrations et urbanisme informel



Après avoir réalisé un tour du monde des bidonvilles, Julien Damon, professeur à Sciences Po Paris, souligne les conséquences possibles de leur extension, source de tensions en matière de politiques urbaines et sociales. Une enquête financée par la Fondation de recherche Caritas.

Julien Damon, Un monde de bidonvilles. Migrations et urbanisme informel, éd. du Seuil, 2017.

FACEBOOK



Faites avancer la lutte contre la pauvreté

Plus de 27 000 personnes "engagées numériquement" se retrouvent tous les jours sur la page Facebook du Secours Catholique. À votre tour, suivez et relayez les actions et initiatives de l'association. "Likez" et proposez à vos "amis" de liker la page. Objectif : 30 000 fans avant Pâques. Tous ensemble, nous pourrions faire reculer la pauvreté en France et dans le monde.

www.facebook.com/Secours.Catholique.Caritas.france

